

Guyancourt, 11 octobre 2019

Note pour le SSM-SI

Objet : consultation sur la refonte du dispositif d'enquête de victimation

Par courriel du 30 septembre 2019, nous avons été consultés sur la refonte du dispositif d'enquête nationale sur les victimations et l'insécurité.

Notre réponse reprend les cinq points de la consultation.

1. Travaux en lien avec l'enquête CVS

Nous exploitons, dès qu'ils sont mis à notre disposition les résultats de l'enquête CVS dans le cadre de nos travaux sur la mesure de la délinquance et sur le sentiment d'insécurité.

Nous suivons deux règles :

- Sérialiser des indicateurs sur le plus long terme possible pour faire émerger les tendances et échapper ainsi aux apparences du court terme ;
- Comparer plusieurs sources de données telles que statistiques administratives et enquêtes en population générale, pour contourner le caractère partiel de chacune.

Ces séries et ces comparaisons apparaissent sur le site de notre observatoire (www.oscj.cesdip.fr) où elles font l'objet de mises à jour régulières au fur et à mesure de la mise à disposition des enquêtes que nous utilisons¹. Nous avons accès aux données de chaque campagne de CVS par l'intermédiaire de Quételet avec des délais qui deviennent de plus en plus longs. Cette situation gêne considérablement la participation de notre laboratoire - comme de tout le monde scientifique - à la mesure de la délinquance et de l'insécurité.

Nous avons également publié en 2011 et 2017 des ouvrages de synthèse sur la mesure de la délinquance et sur le sentiment d'insécurité qui reprennent une série de travaux plus anciens sur ces deux thèmes.

Nous avons aussi utilisé les données de la CVS pour des recherches plus spécifiques dont nous ne pouvons donner ici que quelques exemples. Ainsi avons-nous étudié les problèmes méthodologiques du raccordement des EPCV et des CVS, les illusions du diagnostic.../...

¹ Notre équipe a également analysé en détail certaines enquêtes CVS dans des rapports de recherche qui sont accessibles sur le site www.cesdip.fr.

.../...

sur l'évolution de la délinquance, la mesure de la violence des jeunes dans des enquêtes de victimation et d'autres de santé publique...

Nous avons également dirigé des synthèses² sur la victimation et l'insécurité dans différents pays européens et on nous en a demandé un aperçu pour *Economie et Statistique*.

Des commissions parlementaires – notamment celle qui a abouti à la création d'un SSM sur la sécurité intérieure – nous ont auditionnés sur la mesure de la délinquance et de l'insécurité, et parfois confié la rédaction de certaines parties de leurs rapports. Il nous arrive également de déposer devant la section 'Services publics' du *Conseil national de l'information statistique (Cnis)* sur les besoins d'information statistique dans le domaine de la sécurité. Récemment, le pôle de réflexion *Terra Nova* nous a demandé de rédiger des notes de synthèse sur ces deux thèmes.

Articles dans des revues à comité de lecture (sélection)

Robert Ph., Zauberman R., Jouwahri F., 2013, Délinquance et action publique : les illusions d'un diagnostic, *Politix*, 26, 101, 219-245.

Zauberman R., Robert Ph., Beck F., Névanen S., 2013, Mesurer l'implication des jeunes dans la violence, *Déviance & Société*, 37, 1, 87-113.

Robert Ph., Zauberman R., 2011, Le développement et les usages des enquêtes de victimation en France, *Économie & Statistique*, 448-449, 79-83.

Zauberman R., Robert Ph., 2011, Les enquêtes de victimation en Europe, *Économie & Statistique*, 448-449, 89-105.

Miceli L., Névanen S., Robert Ph., Zauberman R., 2009, L'instantané et le long métrage. L'enquête CVS dans la série des données sur la victimation, *Economie et Statistique*, 426, 3-28.

Ouvrages et chapitres de livres collectifs (sélection)

Robert Ph., Zauberman R., 2017, *Du sentiment d'insécurité à l'État sécuritaire*, Lormont, Le Bord de l'Eau.

Robert Ph., 2016, V^o Insecurity and Fear of Crime (new edition) in Ritzer G. (ed.), *The Blackwell Encyclopedia of sociology*, Oxford, Blackwell Publishing.

Robert Ph., 2013, The French Criminal Justice System, in Ruggiero V., Ryan M., (eds.), *Punishment in Europe, A Critical Anatomy of Penal Systems*, Houndmills, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 111-131.

Robert Ph., Zauberman R., 2013, Profils de victimation – Une palette de scènes sociales, in Kuhn A. & al., *Kriminologie, Kriminalpolitik und Strafrecht aus Internationaler Perspektive. Festschrift für Martin Killias*, Bern, Stämpfli, 395-410.

Robert Ph., Zauberman R., 2011, *Mesurer la délinquance*, Paris, Presses de Sciences Po.

Zauberman R., 2008 (ed.), *Victimisation and Insecurity in Europe, A Review of Surveys and their Use*, Brussels, VUB Press.

Séries/Tableaux de chiffres

www.oscj.cesdip.fr

Autres (sélection)

Robert Ph., Zauberman R., 2019, *Comment améliorer la mesure de la délinquance*. (<http://tnova.fr/notes/mesurer-la-delinquance>)

Robert Ph., Zauberman R., 2018, *Le sentiment d'insécurité et les politiques de sécurité*, www.tnova.fr

Robert Ph., 2015, *Statistique publique et insécurité*, Conseil national de l'information statistique, Commission Services publics et services au public, 24 novembre

Robert Ph., Zauberman R., 2013, Fiches « Comment mesurer la délinquance », « Les statistiques policières », « Les enquêtes de victimation, Au-delà de la statistique de police et de l'enquête de victimation », « L'Observatoire national de la délinquance, La délinquance contre les personnes », « La

² Publiées en anglais et en français.

délinquance contre les biens», «La délinquance routière», «La délinquance économique et financière», in Le Bouillonnet J.-Y., Quentin D., *Rapport d'information déposé par la Commission des Lois... en conclusion des travaux d'une mission d'information relative à la mesure statistique des délinquances et de leurs conséquences*, Paris, Assemblée nationale, 24 avril 2013, 138-160.

Robert Ph., Zauberman R., 2013, *L'évolution de la délinquance et sa perception par l'opinion*, Audition par la Mission d'information Lutter contre l'insécurité sur tout le territoire. Commission des Lois, Assemblée nationale, 3 décembre.

Robert Ph., 2011, *Les besoins d'information statistique dans le domaine de la sécurité*, Conseil national de l'information statistique (CNIS), Commission 'Services publics et services au public', Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Emploi, 15 juin 2011.

2. Travaux en lien avec la victimation et/ou les perceptions en matière de sécurité et/ou les relations sécurité/Justice-population hors enquête CVS

Enquêtes

1. Nous avons mené à bien en 1986³ la première enquête nationale française sur la victimation et l'insécurité.

Cette enquête Cesdip de 1984-1985 explorait le cambriolage, le vol, les agressions (sexuelles, entre cohabitants, ordinaires), les fraudes, la délinquance d'affaires et celle au droit du travail, en insistant sur le vécu des victimes, leurs réactions, leurs démarches ; elle comportait en outre une importante section sur les opinions et les attitudes, surtout celles concernant la délinquance et le changement social. Pour des raisons d'économie, on avait procédé en deux phases : l'une de simple repérage des victimations (11 156 procurant 2 076 victimes), l'autre d'approfondissement avec les seules victimes (1 138). On n'avait intégralement retenu dans cette seconde phase que les cas les moins répandus (agressions, délinquance d'affaires, travail) ; des autres (vols, cambriolages, fraudes), on n'avait conservé que des échantillons. Ajoutons encore que les enquêtes avaient été sélectionnées sur la base d'un échantillon par quotas (sexe, âge, pcs, taille de l'agglomération et région) d'individus de plus de 15 ans. L'enquête était administrée en face-à-face (par des enquêteurs de l'IFOP) à partir d'un questionnaire papier. Elle était financée sur crédits 'recherche' affectés au ministère de la Justice.

Zauberman R., Robert Ph., Perez-Diaz C., Lévy R., 1990, *Les victimes, comportements et attitudes. Enquêtes nationales de victimation*, Déviance et contrôle social, Paris, CESDIP, 2 volumes.

2. Nous avons ensuite réalisé, sur commande de la Délégation interministérielle à la Ville (DIV), deux enquêtes locales (Epinay/Seine et Toulouse) sur la base d'une version raccourcie du questionnaire national. Le terrain a été réalisé par téléphone par la SOFRES.

Robert Ph., Zauberman R., Lew-Fai P., 1991, *Enquêtes locales de victimation, deux tests en milieu urbain*, Déviance et contrôle social 53, Paris, CESDIP.

Les résultats de cette première série d'enquêtes servent de base empirique à

Zauberman R., Robert Ph., 1995, *Du côté des victimes : un autre regard sur la délinquance*, Paris, L'Harmattan.

³ Années observées : 1984-85

3. Une nouvelle enquête locale a été réalisée par téléphone (CATI ; sous-traitant) à Amiens en janvier 1999 sur un échantillon aléatoire de 1156 tiré sur les listes d'abonnés au téléphone filaire, avec un financement de la Fondation MAIF et du PIR-Villes CNRS. Il s'agissait de tester un nouveau questionnaire d'enquête locale (cambriolage, vol de voitures, vol à la roulotte, agressions)

Zauberman R., Robert Ph., Pottier M.L., 2000, Risque de proximité ou risque lié au style de vie. Enquêtes et évaluation de la sécurité urbaine, *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, 42, 193-220.

4. Désireux de lancer une enquête francilienne sur les victimations et l'insécurité demandée et financée par le Conseil régional, l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région Île-de-France (IAURIF⁴) nous a confié la mise au pied de l'instrument dérivé de nos expériences antérieures d'enquêtes locales, puis l'exploitation des premiers résultats. Pour chacune des neuf campagnes, l'Institut a passé contrat avec un sous-traitant qui a administré le questionnaire par téléphone à un échantillon d'enquêtés tirés dans chaque département de manière aléatoire sur une liste d'abonnés filaires. Pour éviter des calculs de redressement, ce premier échantillon a été complété par un tirage complémentaire destiné cette fois à combler les quotas déficitaires. Lors des dernières campagnes, les sous-traitants ont mis à profit cette seconde partie pour tenter d'atteindre également les titulaires de portables exclusifs qui échappent par définition à un tirage sur liste d'abonnés filaires. Au total, la force de cette enquête de victimation tient à la taille de son échantillon et à la stabilité de l'instrument d'enquête. En revanche, il est plus difficile d'évaluer la portée des compléments d'enquête effectués lors des deuxièmes phases par des sous-traitants qui peuvent en outre changer d'une campagne à l'autre.

Pottier M.L., Robert Ph., Zauberman R., 2002, *Victimations et insécurité en Île-de-France. Les résultats de la première enquête (2001)*, Paris/Guyancourt, IAURIF/CESDIP.

5. A la demande du Forum français pour la sécurité urbaine (FFSU), nous avons réalisé cinq enquêtes (Aulnay sous-bois, Aubervilliers, Gonesse, Agglomération lyonnaise, Saint-Denis) urbaines. On a recouru à notre questionnaire d'enquête locale administré par téléphone à un échantillon (de 1000 à 1500 pour les villes, 4000 pour le Grand Lyon) d'abonnés au téléphone filaire.

Didier E., Névanen S., Robert Ph., Zauberman R., 2006, *Enquête locale 2005 sur la victimation et l'insécurité : Aulnay-sous-Bois*, Études et Données pénales 99, Guyancourt, CESDIP.

Didier E., Névanen S., Robert Ph., Zauberman R., 2006, *Enquête locale 2005 sur la victimation et l'insécurité : Gonesse*, Études et Données pénales 101, Guyancourt, CESDIP.

Névanen S., Didier E., Robert Ph., Zauberman R., 2006, *Enquête locale 2005 sur la victimation et l'insécurité : Aubervilliers*, Études et Données pénales 100, Guyancourt, CESDIP.

Robert Ph., Zauberman R., Névanen S., Didier E., 2006, *Enquête locale 2005 sur la victimation et l'insécurité : Saint-Denis*, Études et Données pénales 103, Guyancourt, CE

Zauberman R., Névanen S., Robert Ph., 2006, *Enquête locale 2005 sur la victimation et l'insécurité : Communauté urbaine du Grand Lyon*, Études et Données pénales 102, Guyancourt, CESDIP.

Les enquêtes locales ou régionales ont fait, chaque fois que c'était possible, l'objet de comparaisons avec les données des enquêtes nationales de l'INSEE et les statistiques policières, ce qui nous a permis de définir les termes de comparaison, notamment les catégories de 'l'Etat 4001' à comparer à chaque victimation.

⁴ Devenu IAU-IdF puis Institut Paris Région

Recherches

Ces enquêtes ont servi de bases à toute une série de recherches parmi lesquelles on peut citer une comparaison entre l'enquête CESDIP des années 1980 et la première EPCV de l'INSEE, une sérialisation progressive au fur et à mesure de la multiplication des campagnes, plus tard l'étude du raccordement des EPCV et des CVS, l'étude du renvoi par les victimes à la police⁵ et à l'assurance⁶, l'étude des deux facettes du sentiment d'insécurité (les peurs pour soi et ses proches, la préoccupation sécuritaire)⁷, l'analyse de l'exposition à la délinquance et l'intensité de l'insécurité dans les différents territoires franciliens compte tenu de leur distribution socioprofessionnelle et migratoire ainsi que des choix électoraux.

Publications/Diffusion

Outre les références précitées qui ne concernent pas que les enquêtes CVS, on peut citer :

Articles dans des revues à comité de lecture (sélection)

Robert Ph., Zauberman R., Jouwahri F., 2016, Un acteur méconnu : la victime entre sa victimation et la police, *Déviance & Société*, 40, 3, 273-304.

Robert Ph., 2013, Le sentiment d'insécurité. Une construction ? *Cahiers français*, 376, 7-11.

Zauberman R., Robert Ph., Névanen S., Bon D., 2013, Victimation et insécurité en Ile-de-France. Une analyse géosociale, *Revue française de sociologie*, 54, 1, 111-153.

Robert Ph., Zauberman R., Miceli L., Névanen S., Didier E., 2010, The Victim's Decision to Report Offences to the Police in France: Stating Losses or Expressing Attitudes, *International Review of Victimology*, 17, 2, 179-207.

Didier E., Névanen S., Robert Ph., Zauberman R., 2009, La solidité des institutions. Les statistiques de victimation de l'INSEE (1996-2006), *Genèses*, 74, 1, 128-144

Zauberman R., Robert Ph., Névanen S., Didier E., 2009, L'acteur et la mesure. Le comptage de la délinquance entre données administratives et enquêtes, *Revue française de sociologie*, 50, 1, 31-62.

Obergfell-Fuchs J., Kury H., Robert Ph., Zauberman R., Pottier M.L., 2003, Opferbefragungen in Deutschland und Frankreich. Unterschiedliche Konzeptionen und Vorgehensweisen, *Monatsschrift für Kriminologie und Strafrechtsreform*, 1, 59-73.

Pottier M.L., Robert Ph., Zauberman R., 2003, Les enquêtes de victimation et la connaissance de la délinquance, *Bulletin de méthodologie sociologique*, 80, 5-25.

Robert Ph., Zauberman R., Pottier M.L., 2003, La victime et le policier : point de vue profane et point de vue professionnel sur la délinquance, *Sociologie du travail*, 45, 343-359.

Robert Ph., Zauberman R., Pottier M.L., Lagrange H., 1999, Mesurer le crime. Entre statistiques de police et enquêtes de victimation (1985-1995), *Revue française de sociologie*, 40, 2, 255-294.

Robert Ph., Pottier M.L., 1997, Sur l'insécurité et la délinquance, *Revue française de science politique*, 47, 5, 630-644.

Robert Ph., Pottier M.L., 1997, « On ne se sent plus en sécurité ». Délinquance et insécurité. Une enquête sur deux décennies, *Revue française de science politique*, 47, 6, 707-740.

Robert Ph., Zauberman R., 1990, Victims as actors of social control : an empirical inquiry in France and some implications, *International Review of Victimology*, 1, 2, 133-152.

⁵ La connaissance des taux de renvoi est fondamentale pour comparer les données policières et les enquêtes en population générale. C'est elle qui faisait défaut dans les débats sur le 'chiffre noir'. Sans elle, les enquêtes de victimation seraient peu utilisables. L'utilisation de ces taux suppose de distinguer l'information de la police (ou gendarmerie) du dépôt formel de plainte.

⁶ On estime parfois secondaire l'exploration de ce recours 'privé'. Tout au contraire, elle permet de comprendre le rapport de la victime à la police : le projet de recourir à l'assurance détermine, au moins pour la délinquance acquisitive, l'attitude qu'aura la victime vis-à-vis de la police.

⁷ Bien avant les enquêtes de victimation, nous avons exploité systématiquement les enquêtes d'Agoramétrie sur l'insécurité.

Robert Ph., Zauberman R., 1985, Les victimes entre la délinquance et l'État, *Revue de l'Institut de Sociologie*, 1-2, 9-45.

Zauberman R., 1982, La peur du crime et la recherche. *L'Année sociologique*, 32, 415-438.

Autres articles (sélection)

Robert Ph., 2006, Seguridad objetiva y seguridad subjetiva, *Revista Catalana de Seguretat Pública*, 16, 91-102.

Zauberman R., Robert Ph., Pottier M.L., 2000, Risque de proximité ou risque lié au style de vie. Enquêtes et évaluation de la sécurité urbaine, *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, 42, 193-220.

Séries/Tableaux de chiffres

www.oscj.cesdip.fr

Ouvrages et chapitres d'ouvrages (sélection)

Robert Ph., 2014, Mots, politiques, territoires : l'insécurité urbaine en France depuis les années 1970, in Bergel P., Milliot V., Dir., *La ville en ébullition. Sociétés urbaines à l'épreuve*, Rennes, PUR, 437-62.

Zauberman R., 2013, Surveys on Victimisation and Insecurity in Europe: Some Issues in Body-Gendrot S., Hough M., Kerezi C, Lévy R, Snacken S. *The Routledge Handbook of European Criminology*, London, Routledge, 74-90.

Zauberman R., 2010, Crime Victims and the Criminal Justice System: An Illustration from a French Regional Victimization Survey, in Mehra A.K, Levy R. *The Police, State and Society: Perspectives from India and France*, New Delhi, Pearson, 109-130.

Robert Ph., 2009, Die Paradoxien der Gewalt im Frankreich der Gegenwart, in Inhetveen K., Klute G., (Hrsg.), *Begegnungen und Auseinandersetzungen. Festschrift für Trutz von Trotha*, Köln, Rüdiger Köppe, 347-376.

Robert Ph., 2009, (dir.), *Comparing Crime Data in Europe: Official Crime Statistics and Survey Based Data*, Brussels, VUBPress.

Robert Ph., 2008, Violence in Present-Day France : Data and Sociological Analysis, in Body-Gendrot S., Spierenburg P., (eds.), *Violence in Europe ; Historical and Contemporary Perspectives*, NY, Springer, 95-114.

Zauberman R., 2008, Vítimas de crimes e o sistema de justiça criminal : uma exemplificação a partir de uma pesquisa regional de vitimização da França, in Duarte M.S.D.B., (dir.), *Pesquisa de condições de vida e vitimização-2007*, Rio de Janeiro, Riosegurança, 158-188.

Robert Ph., 2007, Insecurity and fear of crime, in Ritzer G. (ed.), *The Blackwell Encyclopedia of sociology*, (first edition), Oxford, Blackwell Publishing, 2339-2344

Robert Ph., 2006, Die paradoxen Kombinationen von Viktimisierung und Unsicherheit in der Region Île-de-France, in Obergfell-Fuchs J., Brandenstein M. (Hrsg.), *Nationale und internationale Entwicklungen in der Kriminologie. Festschrift für Helmut Kury zum 65. Geburtstag*, Frankfurt, Verlag für Polizeiwissenschaft, 315-331.

Robert Ph., 2002, Le sentiment d'insécurité, in Mucchielli L., Robert Ph. (dir.), *Crime et sécurité ; l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 367-375.

Robert Ph., Pottier M.L., 2002, Les grandes tendances de l'évolution des délinquances, in Mucchielli L., Robert Ph. (dir.), *Crime et sécurité ; l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 13-24.

Zauberman R., Robert Ph., 1995, *Du côté des victimes : un autre regard sur la délinquance*, Paris, L'Harmattan.

Zauberman R. 1991, Various Faces of the Victims in Kaiser G., Kury H., Albrecht H.-J. (eds.), *Victims and Criminal Justice. Victimological Research : Stocktaking and Prospects*, Freiburg-im-Breisgau, Max-Planck-Institut- für ausländisches und internationales Strafrecht, 1991, 567-593.

Documents de travail (sélection)

- Didier E., Névanen S., Robert Ph., Zauberman R., 2006, *Enquête locale 2005 sur la victimation et l'insécurité : Aulnay-sous-Bois*, Études et Données pénales 99, Guyancourt, CESDIP.
- Didier E., Névanen S., Robert Ph., Zauberman R., 2006, *Enquête locale 2005 sur la victimation et l'insécurité : Gonesse*, Études et Données pénales 101, Guyancourt, CESDIP.
- Névanen S., Didier E., Robert Ph., Zauberman R., 2006, *Enquête locale 2005 sur la victimation et l'insécurité : Aubervilliers*, Études et Données pénales 100, Guyancourt, CESDIP.
- Robert Ph., Zauberman R., Névanen S., Didier E., 2006, *Enquête locale 2005 sur la victimation et l'insécurité : Saint-Denis*, Études et Données pénales 103, Guyancourt, CE
- Zauberman R., Névanen S., Robert Ph., 2006, *Enquête locale 2005 sur la victimation et l'insécurité : Communauté urbaine du Grand Lyon*, Études et Données pénales 102, Guyancourt, CESDIP.
- Pottier M.L., Robert Ph., Zauberman R., 2002, *Victimations et insécurité en Île-de-France. Les résultats de la première enquête (2001)*, Paris/Guyancourt, IAURIF/CESDIP.
- Robert Ph., Zauberman R., Lew-Fai P., 1991, *Enquêtes locales de victimation, deux tests en milieu urbain*, Déviance et contrôle social 53, Paris, CESDIP.
- Zauberman R., Robert Ph., Perez-Diaz C., Lévy R., 1990, *Les victimes, comportements et attitudes. Enquêtes nationales de victimation*, Déviance et contrôle social, Paris, CESDIP, 2 volumes.

3. Standards et dispositifs internationaux

L'histoire de l'enquête *princeps* américaine a été retracée dans une thèse non publiée...

Castelbajac M. de, 2014, *Enquête sur des enquêtes. Les enquêtes de victimation et la connaissance du crime*, Guyancourt, Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines (UVSQ), Thèse de doctorat en sociologie.

... mais il est plus utile de se référer à celles des quelques pays européens qui produisent régulièrement des enquêtes de victimation. Un premier tour d'horizon avait été produit à l'occasion d'une action coordonnée (6^e PCRD) réunissant les principaux spécialistes européens :

Zauberman R., 2008 (ed.), *Victimisation and Insecurity in Europe, A Review of Surveys and their Use*, Brussels, VUB Press.

Un bilan beaucoup plus détaillé avait été produit quelque temps après à l'occasion d'un projet (avorté) d'enquête européenne :

Van Dijk J.J.M., Mayhew P., Van Kesteren J., Aebi M.F., Linde A., 2010, *Final report on the study on crime victimisation*, Tilburg, Tilburg University.

On peut encore citer un article plus récent :

Zauberman R., 2013, *Surveys on Victimisation and Insecurity in Europe: Some Issues*, in Body-Gendrot S., Hough M., Kerezsi C., Lévy R., Snacken S. (eds), *The Routledge Handbook of European Criminology*, London, Routledge, 74-90.

On trouvera dans ces documents des informations sur les différents points soulevés dans le questionnaire. Il faudra cependant prendre garde aux évolutions ultérieures, notamment le transfert de l'enquête anglo-galloise du ministère de l'Intérieur (*Home Office*) à l'office public de statistique (*National Statistician*). Ce transfert avait pour objectif de lutter contre la perte de crédibilité.../...

.../...

qui menaçait l'enquête dans l'opinion publique, du fait de son rattachement administratif. Aux Pays-Bas, l'enquête est pilotée par l'organe public de statistique (CBS) de concert avec le ministère de la Justice et les collectivités locales. En Suède, elle est dirigée par la Swedish National Council for Crime Prevention, une agence du ministère de la Justice.

On sera aussi attentif aux tailles de ces enquêtes, bien supérieures à celle de l'actuelle CVS : 50 000 ménages contactés en 2019 pour l'enquête anglo-galloise (en face à face). Entre 80 et 145 000 enquêtés aux Pays-Bas (en ligne, par questionnaire postal, éventuellement par téléphone). 73 500 enquêtés en 2019 en Suède (en ligne et par téléphone). Dans tous les cas, il s'agit de permettre une exploitation crédible à des échelles locales.

Des renseignements actuels et plus détaillés sont à chercher sur les sites :

<https://www.ons.gov.uk/peoplepopulationandcommunity/crimeandjustice/methodologies/crimeandjusticemethodology#methodological-notes>

<https://www.cbs.nl/en-gb/our-services/methods/surveys/korte-onderzoeksbeschrijvingen/netherlands-safety-monitor>

<https://www.bra.se/bra-in-english/home/crime-and-statistics/swedish-crime-survey.html>

Compte tenu du coût prohibitif (en France) des campagnes en face-à-face quand il faut les confier à des sous-traitants privés⁸ et des difficultés croissantes des enquêtes téléphoniques menacées par la croissance des portables exclusifs, le recours à des échantillons de grande taille incline de plus en plus à considérer le recours à des passations en ligne⁹. Ce choix doit évidemment être opéré avant de traiter de l'échantillonnage et de la mise au point de l'instrument.

On remarquera aussi l'importance accordée, notamment en Suède, à la continuité des séries, à travers les évolutions de modes de passation..

4. Opinion sur le dispositif actuel CVS : atouts et faiblesses par rapport aux problématiques étudiées ou aux dispositifs existants

Le dispositif de l'enquête CVS actuelle dispose des qualités suivantes :

La méthode d'échantillonnage de l'enquête est robuste et fiable, par tirage des adresses puis sélection par méthode anniversaire des répondants, elle offre une bonne garantie d'échantillonnage aléatoire et à ce titre respecte de façon aussi poussée que possible les fondamentaux statistiques et mathématiques de l'analyse inférentielle.

Le questionnaire de l'enquête est administrée par un enquêteur, ce qui est principalement un facteur positif dans la mesure où cette présence garantit un taux de réponse plus élevé, une similarité du rapport au questionnaire des différents enquêtés, un taux de complétude des questionnaires plus élevé que tout autre méthode. Cependant la présence de l'enquêteur est parfois un biais négatif, par exemple pour les questions liées à des phénomènes où la désirabilité sociale des réponses possibles est inégale.

La division des questionnaires apparaît comme une nécessité dans le cadre d'une administration de l'enquête en face à face, car on n'échantillonne pas directement les individus mais d'abord les ménages et ensuite des individus au sein de ces ménages.

Nous considérons que l'instrument actuel offre une mesure stable et complète relativement aux victimations suivantes : vols personnels, cambriolages, atteintes aux véhicules, agressions, agressions sexuelles, agression intrafamiliales.

Il apporte également une mesure stable des indicateurs fondamentaux en matière de peurs au domicile et dans l'environnement, comme de mesure de la préoccupation sécuritaire.

⁸ Seul le recours à un réseau d'enquêteurs publics, comme celui de l'INSEE, permet de recourir à une telle solution. Il est regrettable qu'une enquête si importante pour les politiques publiques de sécurité, ait été écartée du bénéfice du recours à ce réseau, sur une base seulement technologique et sans aucun débat public.

⁹ Plusieurs grandes enquêtes étrangères recourent à des passations multimodales. Il est douteux que l'on dispose en France des moyens financiers et humains nécessités par une telle solution.

La force fondamentale de l'enquête CVS repose (1) sur la rigueur de son échantillonnage et du mode de collecte (2) sur la stabilité temporelle de l'indicateur qui permet de mesurer des évolutions dans le temps, d'en compiler les vagues pour envisager des analyses approfondies des phénomènes rares et de réaliser des séries temporelles¹⁰. Par ailleurs l'enquête CVS permet d'accéder aux données brutes collectées par les enquêteurs, une ressource essentielle pour l'analyse multivariée qu'il est nécessaire de préserver.

Nous considérons que les questions relatives aux opinions, **en dehors de** la mesure des peurs, de la préoccupation sécuritaire et du jugement sur le cadre de vie, ne constituent pas des indicateurs essentiels de l'enquête CVS dans la mesure où il est possible de capter ces informations par des dispositifs empiriques moins complexes.

Nous soulignons cependant qu'il est essentiel de saisir le rapport à la police et à la justice par des questions portant sur l'expérience vécue du rapport pratique à ces institutions, notamment en matière de recours à la police et aux assurances.

Au titre des manques de l'enquête CVS, soulignons qu'elle ne permettait pas une analyse territoriale, localisée finement et contextualisée des victimations, raison pour laquelle les travaux de cette nature s'appuyaient principalement sur l'enquête francilienne.

Il nous semble par ailleurs que les modules rotatifs inclus dans les enquêtes CVS alourdissent les procédures d'administration et d'analyse de l'enquête. De plus, ils font rarement l'objet d'une étude systématique, en l'absence de points de référence réguliers permettant de définir des évolutions. En conséquence, nous sommes favorables à l'administration d'un questionnaire monolithique.

5 Expression des besoins et recommandations pour le dispositif futur

Nous considérons que la fin de l'enquête CVS implique une perte du contrôle complet exercé sur l'instrument d'enquête. L'INSEE était en mesure de définir le questionnaire, réaliser le plan de sondage et l'échantillonnage, administrer l'enquête, assembler et documenter les données, réaliser les pondérations et assurer la diffusion des résultats. De plus l'INSEE disposait d'un réseau d'enquêteurs formés à la réalisation des grandes enquêtes sociales qui permettait une administration en face à face.

En raison des coûts impliqués par cette méthode, et du recours manifestement nécessaire à un ou plusieurs prestataires extérieurs, nous considérons que l'enquête qui prendra la suite des CVS sera nécessairement un instrument dégradé en matière d'échantillonnage et de mode d'administration. Nos propositions tiennent compte de ces contraintes et envisagent les domaines d'amélioration qu'il est possible d'envisager comme compromis de ces pertes initiales.

La conception d'une nouvelle enquête est une démarche qui demande une expérience importante du domaine et des outils impliqués. Elle exige également la réalisation d'une phase de pilote qui permette de tester l'instrument en amont de sa mise en œuvre opérationnelle. La réalisation d'une enquête annuelle ne prend son sens que dans la mesure où l'instrument est stable et permet une comparabilité dans le temps des mesures. En conséquence il est utile qu'il existe une certaine distance entre le commanditaire de l'enquête et sa conception ce qui permet d'envisager des instruments indépendants des priorités immédiates¹¹.

Nous souhaitons souligner qu'il est d'abord nécessaire de définir (1) la population de référence (2) le mode de collecte (3) l'échantillonnage (4) le mode d'administration avant de retravailler le questionnaire lui-même.

Il n'est pas possible de produire *a priori* un questionnaire qui serait administré de la même façon selon les arbitrages rendus à l'étape précédente. La formulation des questions dépend.../...

¹⁰ Nous envisageons de procéder à cette analyse seconde sur compilation comme nous achevons de le faire sur l'enquête francilienne.

¹¹ Signalons à titre d'exemple qu'une question sur la peur du terrorisme a été incluse dans l'European Social Survey en 2004 après les attentats de Madrid et Londres avant d'être retirée dès 2006 car le sujet n'était plus perçu comme prioritaire !

.../...

du mode d'administration, le choix d'inclure ou de conserver des questions pertinentes pour une faible part de la population dépend largement de la taille des échantillons.

L'arbitrage des quatre premiers points soulevés est contingent des ressources financières ; il est nécessaire de définir les compromis pertinents au regard des contraintes. Si on peut réaliser aisément ce que serait une enquête idéale sur le papier, chaque contrainte modifie l'équilibre de l'ensemble. Concrètement, il n'est pas possible de modifier un de ces paramètres indépendamment des trois autres ; réduire le nombre d'individus enquêtés n'a pas le même effet ni les mêmes répercussions économiques selon les modes d'administration et de collecte.

Au regard de ces critères, nous pouvons définir qu'une enquête idéale reposerait sur

- un échantillon aléatoire
- un échantillon à grand nombre d'observations (150 000)
- un questionnaire administré par un enquêteur en face à face

Au regard du coût et de la complexité de mise en œuvre d'un tel instrument, il ne nous paraît pas réaliste d'envisager cette possibilité.

Nous considérons que le recours à un sous-traitant, étant donné les coûts des enquêtes en face à face et étant donné le temps de collecte des informations, ne permet pas de conserver le principe d'une enquête reposant sur un échantillon aléatoire et administrée en face à face.

L'usage de l'administration téléphonique ne nous semble pas pertinent à l'échelle nationale en raison de trois critères principaux (1) la hausse croissante des utilisateurs de téléphones mobiles exclusifs (2) la hausse des taux de non réponse qui rendent très difficiles les enquêtes à fort taux de pénétration avec ce mode d'administration (3) la sensibilité des informations collectées (questionnaire sur les violences intrafamiliales) qui nous semble mal adaptée à une administration téléphonique.

Nous sommes favorables au choix d'un questionnaire auto-administré, par internet. L'utilisation d'un tel questionnaire permet d'envisager une hausse importante de la taille de la population enquêtée et donc de connaître des pratiques et des situations rares avec une finesse accrue. Dans ce cadre, il nous semble nécessaire d'envisager une enquête aboutissant à un effectif final de 150 000 observations (environ 1 500 observations par département en tenant compte des différences de densité). L'usage d'internet permet de limiter les biais de désirabilité sociale et offre la possibilité d'une réponse individuelle extraite du contexte (notamment familial) dans la mesure où les utilisateurs de smartphone peuvent répondre sur leur appareil personnel.

L'administration d'une enquête par internet permet également de collecter *a priori* ou *a posteriori* des informations de géolocalisation qui peuvent être précieuses pour l'analyse contextuelle des réponses. Une telle procédure offre également la possibilité d'une comparabilité avec les données de police dont la géolocalisation est le plus souvent disponible.

On peut envisager deux procédures pour réaliser une telle enquête : (1) l'usage d'un *access panel* de grande taille (200 000 inscrits environ pour les grands instituts de sondage français) ou (2) la réalisation d'un échantillonnage *a priori* et une administration suite à un contact. Si cette seconde procédure peut sembler plus canonique elle est également plus difficile à mettre en œuvre.

Il faut considérer que dans le cas du recours à un *access panel* complet, on ne réalise pas une enquête à partir d'un échantillon représentatif. La fiabilité des résultats dépend d'une collecte d'une grande masse de données, comportant des renseignements sociodémographiques fins et nombreux, qui permettent la mise en œuvre d'une post stratification, tant à l'échelle des analyses descriptives que des traitements inférentiels et multivariés. La réalisation d'une telle enquête repose sur la possibilité de redélimitation *ex-post* des observations incluses dans les analyses, et demande donc une maîtrise de l'instrument et un contrôle continu et rigoureux du commanditaire sur le prestataire lors de la mise en œuvre de l'enquête.

Les procédures de post stratification et d'analyse inférentielle par régression multiniveaux à post stratification se sont considérablement développées depuis une dizaine d'années et offrent des nouvelles perspectives prometteuses en matière d'enquête et d'analyse¹².

¹² Butz A. M., Kehrberg J. E., 2016, Estimating anti-immigrant sentiment for the American states using multi-level modeling and post-stratification, 2004–2008. *Research & Politics*, 3, 2, 2053168016645830.

Comme nous l'avons indiqué, la refonte du questionnaire ne pourra s'effectuer qu'une fois définis les modes de collecte, d'administration et les effectifs de l'enquête.

Nous considérons qu'une telle enquête pourrait avoir comme population de référence la population résidente de 15 ans et plus en France métropolitaine et dans les départements d'outremer.

Nous considérons que les indicateurs suivant sont à préserver absolument :

- Les modules de victimations relatifs aux violences aux personnes, violences sexuelles, vols, cambriolages, atteintes aux véhicules, débits frauduleux

- Les modules relatifs à la peur au domicile et à la peur dans le voisinage.

- Les questions relatives à la perception du cadre de vie (opinions sur le quartier, problèmes de voisinage etc).

- Les modules relatifs aux préoccupations qui permettent la mesure de la préoccupation sécuritaire.

- Les modules relatifs aux renvois à la police (plainte, appels) et aux assurances (déclaration, issues des déclarations).../...

Ces items correspondent à des questions pour lesquelles il serait particulièrement grave de ne plus pouvoir s'appuyer sur un historique profond.

Nous pensons qu'il serait pertinent de développer un module de victimation relatif au harcèlement en ligne, phénomène de large ampleur mais non documenté aujourd'hui, appelé à faire l'objet d'investigation plus poussées dans les années à venir.

Nous considérons également que la peur dans les transports est un phénomène important qui gagnerait à être développé dans le cadre d'une enquête nationale, en distinguant les différents modes de transports comme c'est le cas dans l'enquête francilienne.

Concernant les questions relatives aux discriminations, nous soulignons qu'il n'est possible d'envisager travailler que sur le sous ensemble des discriminations qui parviennent à la conscience des victimes et qu'il importe de vérifier que la motivation discriminatoire est bien renseignable dans les différentes atteintes.

Cette note a été rédigée par Antoine Jardin (IR.CNRS.CESDIP/OSCJ), Philippe Robert et Renée Zauberman (DR em. CNRS. CESDIP/OSCJ))

Downes M., Gurrin L. C., English, D. R. *et al.*, 2018, Multilevel Regression and Poststratification: A Modeling Approach to Estimating Population Quantities From Highly Selected Survey Samples. *American journal of epidemiology*, 187, 8, 1780-1790. <https://academic.oup.com/aje/article/187/8/1780/4964985.../...>

.../...

.../...

Park D. K., Gelman A., Bafumi J., 2006, State-level opinions from national surveys: Poststratification using multilevel logistic regression. *Public opinion in state politics*, 209-28. <https://www.cambridge.org/core/journals/political-analysis/article/bayesian-multilevel-estimation-with-poststratification-statelevel-estimates-from-national-polls/22A5EF78D027E76C782B3280D400FCC9>